ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - MARS 1978

RASSEMBLEMENT des RÉPUBLICAINS, des DÉMOCRATES et des SOCIALISTES

Nous ne vous promettons pas la lune. Nous vous promettons seulement de ne pas ménager nos efforts pour améliorer vos conditions de vie. *ET NOUS DISONS :*

AUX TRAVAILLEURS

Que le premier bien est le droit au Travail, mais que ce n'est pas à coups de slogans démagogiques que nous lutterons contre le chômage. Le retour au plein emploi ne pourra se faire qu'à travers la compétitivité de notre économie, la relance des investissements productifs, la lutte contre tous les gaspillages, la réforme par l'Etat de ses habitudes bureaucratiques. Mieux vaut aider nos entreprises en difficulté que recourir aux licenciements et au chômage. C'est cela le langage du courage : nous le tenons.

Que le SMIC doit être relevé et que si nous souhaitons le voir porter rapidement à 2400 F par mois, nous ne pourrons le faire que le jour où notre économie pourra le supporter. Car nous ne voulons pas qu'à une augmentation des salaires de 30 % corresponde une augmentation des prix de 40 % : le Travailleur est alors payé en monnaie de singe. C'est M. Michel Rocard qui considère d'ailleurs qu'augmenter le SMIC de 30 % amènerait " 300000 faillites et beaucoup de chômage supplémentaire ". Est-ce cela que vous voulez ?

Que les conditions de travail de tous les Travailleurs, qu'ils soient manuels ou intellectuels, cadres ou non, doivent être améliorées afin que chacun puisse vivre à l'échelle humaine.

AUX PERSONNES AGÉES

Que si nous avons pu parvenir à augmenter de 52 % le pouvoir d'achat réel de 1974 à 1977 (minimum vieillesse) il faut encore poursuivre cette augmentation, faciliter les départs à la retraite en créant la " retraite à la carte ", selon les désirs des bénéficiaires éventuels, protéger l'épargne des personnes âgées, développer l'aide ménagère et les soins à domicile.

AUX COMMERÇANTS ET ARTISANS

Que si nous avons pu parvenir à une augmentation notable des retraites, aujourd'hui alignées sur celle des salariés, il faut encore : connaître plus de justice fiscale, faire bénéficier les femmes de commerçants travaillant avec leur mari, d'un statut précis et garantir le progrès économique.

AUX AGRICULTEURS

Que si un effort important a été engagé pour corriger les inégalités, il faut encore : créer une meilleure hiérarchie entre productions animales et végétales, instituer une politique foncière améliorant les petites et moyennes exploitations et surtout, par une politique sociale hardie, créer un statut assimilant les agriculteurs et leurs épouses à tous les travailleurs.

AUX FAMILLES

Que si nous avons pu parvenir à une revalorisation notable des Allocations familiales, à la création d'un complément familial, il faut encore assurer la sécurité pour toutes les familles en donnant en particulier à la mère de famille un véritable statut social.

AUX PETITS ÉPARGNANTS

Qu'ils doivent être protégés par une véritable indexation de leur épargne.

AUX ANCIENS COMBATTANTS

Que si nous avons pu parvenir à l'abaissement de l'âge de la retraite, améliorer sérieusement le montant de la retraite du Combattant, étendre aux Anciens Combattants d'Afrique du Nord le bénéfice de la législation sur les A. C., il faut parvenir dès que possible à l'application intégrale du " rapport constant ".

Qu'il faut encore donner l'espérance à tous nos Jeunes, élever la qualité de la vie, accroître la sécurité des Français, perfectionner nos libertés par le renforcement des droits du citoyen face à l'administration.

C'est à ces tâches que nous vous convions : elles n'ont pas besoin de démagogie, mais seulement de courage et de volonté.

Nous ne manquerons ni de l'un, ni de l'autre.

Georges DONNEZ - **Léon FRICHER**

DÉPUTÉ SORTANT — Député suppléant sortant

Georges DONNEZ

Le 1er Mars 1978.

Aux ÉLECTRICES et ÉLECTEURS
de la 19e CIRCONSCRIPTION du NORD

Mesdames, Messieurs,

Je vous avais promis voici cinq ans déjà, en me présentant à vous, que si vous m'accordiez votre confiance, je serais le Député de tous, pour rechercher, avec vous, les moyens d'améliorer les conditions de vie de notre Valenciennois.

Bien sûr, certains ne manquent pas aujourd'hui de me reprocher mon soutien à la majorité, mais aucun d'eux ne me fait grief de n'avoir été au service de chacun de vous, le jour où vous connaissiez une quelconque difficulté. C'est là, pour moi, une satisfaction d'importance.

Et d'ailleurs, le reproche que l'on pourrait me faire aujourd'hui est d'avoir eu raison dix ans trop tôt. Si j'ai refusé l'alliance avec le Parti Communiste, ne pensez-vous pas que les évènements actuels me donnent - ô combien - raison ?

Lorsqu'on parle de ″Programme commun de Gouvernement″, qu'il soit ou non, bien actualisé, faudrait-il encore s'entendre sur les mots. Or, non seulement ces mots n'ont pas le même sens selon que l'on soit Socialiste ou Communiste, mais en outre, les invectives, voire les injures les plus choisies opposent journellement les partenaires du Programme Commun.

Lorsque Monsieur Mitterrand déclare le 19 Janvier qu'il « est difficile de résister à la répétition volontaire et scientifique de la ″contre vérité″ du Parti Communiste » et que M. Marchais, le même jour, réplique « Comment prendre au sérieux François Mitterrand », qui peut croire de bonne foi, qu'ils peuvent vraiment s'allier pour gouverner ensemble et surtout pour bien gouverner ensemble ?

Un gouvernement à participation communiste ne pourrait qu'aggraver les difficultés économiques et sociales que nous connaissons. Citez-moi un seul Pays communiste où fleurissent la liberté et la joie de vivre, j'accepterai alors de réviser ma position.

La vérité est que je suis resté fidèle à mon idéal et si aujourd'hui, je vous convie à ce Rassemblement des Républicains, des Démocrates et des Socialistes, c'est pour sauvegarder ensemble notre liberté, pour rechercher ensemble les solutions à l'amélioration de nos conditions de vie, pour cultiver ensemble l'amitié qui nous unit depuis ces cinq dernières années.

Je ne doute pas que vous n'entendiez mon appel.

Bien vôtre